



**PRÉFÈTE
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Cabinet

Direction des sécurités
Bureau des polices administratives sensibles
pref-video-protection@isere.gouv.fr

Grenoble, le **- 4 AOUT 2026**

Dossier n° 20190238

Arrêté n°38-2026- 08-04 - 00076
portant modification d'un système de vidéoprotection

La Préfète de l'Isère
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la sécurité intérieure, livre II « Sécurité et ordre publics » et notamment ses articles L.223-1 et suivants, et L.251-1 et suivants ;

Vu les articles R 251-1 à R 253-4 du Code de la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté ministériel NORIOCD0762353A du 3 août 2007 et son annexe publiée au Journal officiel du 21 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté préfectoral n°38-2024-04-11-00052 du 11 avril 2024 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection dans la commune de LUMBIN ;

Vu la demande de modification transmise par téléprocédure le 3 juin 2026 par Monsieur Michel MIET, du système de vidéoprotection installé dans l'établissement susvisé ;

Vu les pièces composant le dossier déposé à l'occasion de la demande ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 30 juillet 2026, et les préconisations émises par cette instance après que celle-ci a entendu un représentant de la police nationale ou de la gendarmerie nationale territorialement compétent ;

Considérant l'équilibre réalisé entre les atteintes aux libertés individuelles et la nécessité de préserver la sécurité des personnes et des biens ;

Sur la proposition du directeur de cabinet de la préfecture de l'Isère ;

Arrête

Article 1 – Monsieur Michel MIET est autorisé à modifier, pour la durée de cinq ans, dans les conditions fixées au présent arrêté, dans la commune de LUMBIN, le système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20190238, sur les sites suivants :

RD1090 Centre bourg : 4 caméras de voie publique (VP)
Ecole maternelle - Chemin des Balmes : 1 caméra VP
1 place du Général De Gaulle : 2 caméras VP
RD1090 Rond-point d'entrée de ville : 3 caméras VP
Chemin des Longs Prés - Parking piste d'atterrissage des parapentes : 1 caméra VP
Chemin des Longs Prés - Aire de jeux : 1 caméra VP
RD1090 Carrefour du Buissonnay : 2 caméras VP
Chemin des Longs Prés - Centre technique municipal : 1 caméra VP
Angle de la RD1090 et du Chemin du Rocher blanc : 1 caméra VP
Entrée Aire de camping-car – Ch. des Fontanettes / Lieudit le Marais : 1 caméra VP

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Secours aux personnes et défense contre les incendies, Protection des bâtiments et installations publics et de leurs abords, Prévention d'actes de terroristes, Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement exposés à des risques d'agression et de vol ou de trafic de stupéfiant, Constatation des infractions aux règles de la circulation, Prévention des risques naturels ou technologiques, Prévention et constatation des infractions relatives à l'abandon d'ordures, de déchets, de matériaux ou d'autres objets, Réquisition des forces de l'ordre dans le cadre d'enquêtes ou de la poursuite d'infractions / protection des personnes fréquentant la Coupe Icare.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 17 caméras visionnant la voie publique. Les zones d'habitation privées éventuellement filmées devront être floutées.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable et un pictogramme représentant une caméra, conformément à l'article R 253-3 du Code de la sécurité intérieure.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du responsable.

Article 3 – Les enregistrements doivent être conservés durant un délai de 7 jours au minimum. Hormis le cas d'une réquisition judiciaire, ils doivent être détruits à l'expiration d'un délai de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du livre II du Code de la sécurité intérieure et les articles R 253-3 et R 253-4.

Article 8 – Toute nouvelle modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 et suivants, et L.251-1 et suivants du Code de la sécurité intérieure, livre II « Sécurité et ordre publics » et de l'article R 252-12, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du Code de la sécurité intérieure, livre II « Sécurité et ordre publics » susvisé. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (Code du travail, Code civil, Code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Isère. Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification au déclarant ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – L'arrêté préfectoral n°38-2024-04-11-00052 du 11 avril 2024 est abrogé.

Article 13 – Le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à Monsieur Michel MIET, Maire de LUMBIN.

Pour la Préfète et par délégation,
L'adjointe à la cheffe du bureau
des polices administratives sensibles

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Claire-Emmanuelle ROSTAND

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois, à compter de la date de notification ou de publication de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours administratif : un recours gracieux auprès de la préfecture de l'Isère (12 place Verdun - CS 71046 - 38021 Grenoble Cédex 1) ou un recours hiérarchique, auprès du ministre de l'Intérieur (Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques - Cabinet - Bureau des polices administratives - Place Beauvau - 75800 Paris Cédex 08) ;
- Un recours contentieux : *Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication, adressé par voie postale (2 place de Verdun, BP 1135 – 38022 Grenoble Cedex) ou par l'application « télérecours citoyens » sur le site internet www.telerecours.fr.*